

Le contenu de cet article peut être reproduit librement, à condition d'en indiquer l'origine : "Afrique Relance, ONU". Merci de nous en envoyer une copie.

Les populations autochtones déplorent l'exclusion dont elles font l'objet

Massacre des Pygmées d'Afrique centrale par des factions en guerre

Par John Nyamu

Les rumeurs d'inaction du gouvernement, de discrimination, d'intimidation, de violence ainsi que d'autres violations des droits de l'homme, des droits civils et politiques allaient bon train lorsque les représentants des populations autochtones marginalisées du monde se sont réunis en mai au siège de l'ONU. «L'Etat ne s'intéresse pas à nous» a déclaré Mme Adolphine Muley, membre des Pygmées Batwa qui vivent en République démocratique du Congo (RDC). S'adressant à l'Instance permanente sur les questions autochtones qui s'est réunie du 12 au 23 mai, elle a déclaré que «la situation a même empiré» en raison de la guerre qui se livre dans le pays.

La situation tragique des Batwa et d'autres Pygmées d'Afrique ne constitue qu'un exemple des problèmes auxquels sont confrontées les populations autochtones des Amériques, d'Asie, d'Afrique et du Pacifique. En Afrique, ces populations se composent surtout d'éleveurs nomades, de chasseurs-cueilleurs et d'autres groupes marginalisés. En général, les droits de l'homme, les droits fonciers et les droits patrimoniaux de même que d'autres droits des populations autochtones du monde sont bien plus précaires que ceux des populations plus



établies.

Africain participant à une réunion de l'Instance permanente sur les questions autochtones au Siège de l'ONU: les populations autochtones du monde sont souvent victimes de discrimination, de marginalisation et de violations des droits de l'homme.

Photo : ©United Nations / Evan Schneider

Toutefois, la situation à laquelle les Pygmées sont confrontés en RDC est particulièrement difficile. Selon Mme Muley, on ne les laisse absolument pas participer aux élections ni à

l'administration publique; en outre, ils ne peuvent même pas déclarer la naissance de leurs enfants. Comme ils ont été dépossédés de leurs terres et de leur économie, qui reposait sur les forêts, ils survivent en mendiant et ils sont souvent exploités par d'autres groupes. La plupart des Batwa ne savent ni lire ni écrire et n'ont pratiquement pas accès à des soins de santé.

Des massacres

Pire encore, Mme Muley a noté qu'en raison de la guerre dans le nord-est de la RDC, les Pygmées des forêts d'Ituri ont été traqués, violés et massacrés. "Ils se font tuer par l'une ou l'autre des factions armées simplement parce qu'ils ne possèdent pas de carte d'identité," a-t-elle constaté.

Mme Muley a également fait état de rumeurs selon lesquelles les Batwa seraient victimes de cannibalisme. Cette accusation a été étayée par M. Sinafasi Makelo, représentant de Support Action for the Protection of the Rights of Minorities (Soutenez l'action en faveur de la protection des droits des minorités) en Afrique centrale et en RDC. Répétant ce qu'avaient dit des témoins oculaires, il a indiqué que dans la forêt de Mambasa située dans le district d'Ituri, on tuait les Mbuti, un autre groupe de Pygmées, et qu'on les mangeait. De tels actes sont l'expression d'une discrimination profonde à l'encontre des Pygmées, a-t-il déclaré. «Ce cannibalisme, en raison de son caractère sélectif, équivaut à un acte de génocide. »

L'assujettissement du peuple pygmée par d'autres groupes ethniques a été appuyé et même légalisé par les autorités coloniales a déclaré M. Makelo. «Nous avons été contraints malgré nous à nous intégrer aux tribus dominantes qui revendiquaient nos terres et qui nous ont asservis à leur tour. Cette situation a été maintenue et même imposée par les gouvernements post-coloniaux et elle continue de l'être. »

Selon Mme Njuma Ekundanayo, représentante du gouvernement de la RDC auprès de l'Instance et spécialiste des questions relatives aux Pygmées, les autres Congolais considèrent les Pygmées comme des sous-hommes. «Aujourd'hui, l'armée a notamment recours au viol, à l'enterrement vivant et au cannibalisme dans le but d'exterminer les Pygmées afin de pouvoir mettre la main sur leurs minéraux et leur bois-d'oeuvre. »

Exclusion et exploitation

La session du mois de mai, qui était la première à se tenir depuis la création de l'Instance l'année dernière, a attiré 1 500 participants venus des quatre coins du monde et elle a eu pour thème, «Les enfants et les jeunes autochtones » afin d'attirer l'attention sur le lien qui existe entre la santé physique et la santé mentale des enfants autochtones et la survie des populations autochtones de même que leur prospérité. Si l'on n'assure pas la formation des enfants en ce qui concerne les langues, les cultures et les valeurs autochtones, il sera impossible aux populations et aux cultures autochtones de survivre dans un monde d'interdépendance croissante a constaté la conférence.

Des millions d'enfants autochtones dans les sociétés africaines - qui déjà connaissent des taux d'analphabétisme allant de 50 à 70% - se trouvent en situation d'exclusion en raison d'une absence de diversité dans les écoles, a indiqué M. Hassan Id Balkassim, membre du Comité de coordination des populations autochtones d'Afrique. Les politiques pratiquées par le gouvernement en matière d'information accentuent cette exclusion car elles ne laissent aucune place aux langues autochtones dans les programmes de télévision, a-t-il ajouté.

D'autres intervenants ont mis en évidence la menace que la dépendance économique, le chômage et la méconnaissance des droits autochtones font peser sur les jeunes autochtones. De plus, étant donné qu'ils représentent l'avenir des populations autochtones, les jeunes sont souvent ciblés par la violence et la discrimination; il arrive aussi que les enfants soient enrôlés dans l'armée ou enlevés par des groupes hostiles.

Les délégués auprès de l'Instance premier organe officiel de l'ONU où les populations autochtones désignent leurs propres représentants ont également manifesté leur inquiétude devant la disparition des plantes médicinales et du savoir propre aux autochtones en raison de l'exploitation des ressources naturelles qui, non seulement dégrade les habitats, mais ne profite pas non plus aux autochtones. Selon M. Alfred Ilenre, l'un des chefs du peuple Edo du Delta du Niger, les études qui ont été menées parmi les populations autochtones de toute l'Afrique montrent qu'il y a une tendance commune vers l'inaction économique et la dégradation de l'environnement. Le Delta du Niger, par exemple, produit plus de 90% des recettes en devises du Nigéria, mais l'environnement a été dévasté à cause de l'ampleur de l'exploration et de l'extraction pétrolières et le gouvernement fédéral est accusé de n'avoir dispensé aucun service aux populations de la région, pas même des services de base.

De même, Nana Akuoko Sarpong, directeur régional du Partenariat pour l'environnement des populations autochtones, a indiqué que dans la région de l'Agogo au Ghana, terre de traditions dont il est le chef, la forêt pluviale a été transformée en herbages à cause de l'exploitation par des sociétés multinationales des ressources en bois-d'oeuvre qui se poursuit depuis 50 ans. Les bois tropicaux, qui mettent parfois 200 ans à parvenir à maturité, sont abattus à grands coups de tronçonneuse mais la population locale n'en retire que des bénéfices négligeables.

L'Instance a notamment pour tâche de faire part au Conseil économique et social de l'ONU de ses avis et de ses recommandations en ce qui concerne le développement économique et social, la culture, les droits de l'homme, l'environnement, l'éducation et la santé.

[[Accueil](#)] [[Actualités](#)] [[Magazine](#)] [[Index / Recherche](#)]
[[A propos d'Afrique Relance](#)]
[[Accueil - ONU](#)] [[Nouvelles - ONU](#)] [[Grand rapports de l'ONU](#)]
[[Liens de l'ONU pour l'Afrique](#)]

Afrique Relance
Bureau S-955
United Nations
New York, NY 10017 USA
Tél : (212) 963-6857
Fax: : (212) 963-4556
E-mail : africa_recovery@un.org,

Site Web : www.africarecovery.org
Pour nous contacter par e-mail: africa_recovery@un.org